Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu le décret n° 84-961 du 25 octobre 1984 relatif à la procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires de l'État ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 94-262 du 1^{er} avril 1994 modifié relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du XXX ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État du XXX ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Le présent décret fixe les dispositions communes applicables aux enseignants-chercheurs des

écoles nationales supérieures d'architecture et constitue le statut particulier du corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'architecture et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture.

TITRE Ier DISPOSITIONS COMMUNES

CHAPITRE Ier DROITS ET OBLIGATIONS

Article 2

Les membres des corps mentionnés à l'article 1^{er} concourent à l'accomplissement des missions du service public de l'enseignement supérieur prévues par l'article L. 123-3 du code de l'éducation ainsi qu'à l'accomplissement des missions de la recherche publique mentionnées à l'article L. 112-1 du code de la recherche.

Ils participent à l'ensemble des missions dévolues aux écoles d'architecture.

Conformément à l'article L. 952-3 du code de l'éducation, les fonctions des enseignants-chercheurs s'exercent dans les domaines suivants :

1° l'enseignement incluant formation initiale et continue, tutorat, orientation, conseil et contrôle des connaissances ;

2° la recherche ;

3° la diffusion des connaissances et la liaison avec l'environnement économique, social et culturel ;

4° la coopération internationale ;

5° l'administration et la gestion de l'établissement.

Dans le cadre de sa mission d'enseignement, tout enseignant-chercheur intervient dans l'ensemble des cycles d'enseignement organisé par son établissement.

Article 3

Dans l'accomplissement des missions relatives à l'enseignement et à la recherche, ils jouissent, conformément aux dispositions de l'article L. 952-2 du code de l'éducation, d'une pleine indépendance et d'une entière liberté d'expression, sous les réserves que leur imposent, conformément aux traditions universitaires et aux dispositions du code de l'éducation, les principes de tolérance et d'objectivité.

Article 4

Tout enseignant-chercheur peut bénéficier, sur son temps de travail, d'une formation continue concernant les différentes missions qu'il exerce dans les conditions prévues par le décret 2007-1470 du 15 octobre 2007 susvisé.

Article 5

Les enseignants chercheurs sont astreints à résider sur le lieu d'exercice de leurs fonctions. Des dérogations individuelles peuvent être accordées par le président ou le directeur de l'établissement dans les limites compatibles avec les besoins du service.

Article 6

Les obligations de service des professeurs et des maîtres de conférences sont celles qui sont définies par la réglementation applicable à l'ensemble de la fonction publique.

Article 7

Le temps de travail de référence est constitué pour les enseignants-chercheurs :

1° par les services d'enseignement déterminés par rapport à une durée annuelle de référence égale à 320 heures de travaux dirigés ou 192 heures de cours magistraux ou toute combinaison équivalente en formation initiale, continue ou à distance.

2° par une participation aux activités de recherche définie par le conseil pédagogique et scientifique siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs sur la base de critères établis par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Article 8

Sur la base des critères définis par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture, les obligations d'enseignement peuvent être, avec l'accord écrit des intéressés et après avis du directeur de l'unité de recherche de rattachement et du conseil pédagogique et scientifique siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs, abaissées par rapport à la durée de référence jusqu'à 192 heures équivalant travaux dirigés en fonction du degré de participation de chaque enseignant-chercheur aux missions autres que celles d'enseignement.

Dans le cadre d'un projet scientifique et pédagogique annuel ou pluriannuel, individuel ou collectif, ou lié à des tâches d'intérêt général, le service d'enseignement peut être abaissé jusqu'à 64 heures après avis du conseil pédagogique et scientifique en formation restreinte aux enseignants-chercheurs, sur la base de critères définis par le conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Article 9

Un enseignant-chercheur nommé directeur d'une école d'architecture est déchargé à sa demande de tout ou partie de son service.

Article 10

Le directeur de l'établissement arrête, après avis du conseil pédagogique et scientifique, les décisions individuelles d'attribution de services des enseignants-chercheurs. Le tableau de service de chaque enseignant-chercheur lui est transmis en début d'année universitaire et peut être adapté pour chaque semestre d'enseignement.

Lorsqu'il est impossible d'attribuer le service de référence à un enseignant d'un établissement, celui-ci peut être appelé, sous réserve de l'accord écrit de l'intéressé, à effectuer une partie de son service de référence dans une autre école d'architecture, sans que cela donne lieu au paiement d'heures complémentaires. La décision est prise par le ministre chargé de l'architecture sur proposition des deux directeurs et après avis des conseils d'administration des deux établissements.

Article 11

Tout enseignant-chercheur a la possibilité de participer aux travaux d'une unité de recherche dans des conditions fixées par le conseil d'administration, le cas échéant, dans un établissement d'enseignement supérieur autre que son établissement d'affectation. Cette participation est subordonnée à la conclusion entre les établissements concernés d'une convention qui en fixe l'objet et en détermine les modalités.

Article 12

Chaque enseignant-chercheur établit, au moins tous les cinq ans, et à chaque fois qu'il est candidat à une promotion, un rapport mentionnant l'ensemble de ses activités et leurs évolutions éventuelles.

Ce rapport est remis au président ou directeur de l'établissement qui en assure sa transmission au Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture. L'avis émis par le conseil pédagogique et scientifique siégeant en formation restreinte portant sur les activités pédagogiques et les tâches d'intérêt général de l'intéressé doit figurer dans le rapport. L'avis est également communiqué à l'intéressé pour qu'il puisse formuler, le cas échéant, ses observations.

Article 13

Les professeurs et les maîtres de conférences doivent la totalité de leur temps de service aux

différentes activités qu'impliquent leurs fonctions.

En matière de cumuls d'emplois et de cumuls de rémunérations publiques ou privées, ils sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires applicables à l'ensemble des agents de la fonction publique de l'État ainsi qu'au décret n° 71-715 du 2 septembre 1971 relatif à certaines modalités de rémunération de personnels enseignants occupant un emploi dans un établissement d'enseignement supérieur, modifié par le décret n° 86-546 du 14 mars 1986.

Lorsqu'une activité est cumulée avec les fonctions définies à l'article L.952-3 du code de l'éducation et se trouve être momentanément incompatible avec le déroulement régulier de ces fonctions, les professeurs et maîtres de conférences peuvent être autorisés à accomplir leur service à temps partiel dans les conditions prévues par le décret du 20 juillet 1982 susvisé.

CHAPITRE II POSITIONS

Article 14

Les enseignants-chercheurs régis par le présent décret sont assujettis aux règles générales concernant les positions des fonctionnaires définies par la loi du 11 janvier 1984 susvisée et ses décrets d'application, sous réserve des dispositions ci-après.

Section 1 Délégation

Article 15

Les professeurs et les maîtres de conférences peuvent, à des fins d'intérêt général, être placés dans la position dite de délégation.

Ils continuent à percevoir leur rémunération et à bénéficier de l'ensemble des droits attachés à la position d'activité.

La délégation peut être prononcée auprès :

- a) D'une institution internationale ou d'un établissement étranger d'enseignement supérieur et de recherche ;
- b) D'un établissement français d'enseignement supérieur, de recherche ou d'information scientifique et technique ;
- c) D'une entreprise ou de tout autre organisme public ou privé.

Les enseignants peuvent également être placés dans cette position pour créer une entreprise.

Article 16

La délégation ne peut être autorisée auprès d'une entreprise ou de tout autre organisme de droit privé si l'intéressé a, au cours des cinq années précédentes, exercé un contrôle sur cette entreprise ou cet organisme, ou a participé à l'élaboration ou à la passation de marchés avec l'une ou l'autre.

Article 17

La délégation est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'architecture après consultation du conseil pédagogique et scientifique de l'école d'architecture, siégeant en formation restreinte, et après avis favorable du président ou directeur de l'établissement où est affecté l'intéressé. Dans la formation restreinte, les maîtres de conférences ne siègent pas si la demande de mise à disposition concerne un professeur.

Article 18

I. La délégation est prononcée pour une durée maximale de cinq ans renouvelable. Elle est subordonnée à la conclusion d'une convention entre l'établissement dont relève l'enseignant-chercheur et l'institution, l'établissement, l'entreprise ou l'organisme d'accueil.

La convention fixe l'objet de cette délégation et en détermine les modalités.

II. Ces modalités peuvent être les suivantes :

a) L'enseignant-chercheur placé dans la position de délégation continue d'assurer dans son établissement d'origine le service d'enseignement exigé par son statut ;

b) Il est remplacé par un ou plusieurs enseignants ou chercheurs qui assurent l'ensemble des services d'enseignement et de recherche du bénéficiaire ;

c) Une contribution permettant d'assurer le service d'enseignement de l'intéressé est versée au profit de l'employeur dont il relève ;

d) Une contribution au moins équivalente à l'ensemble de la rémunération de l'intéressé et des charges sociales qui y sont afférentes est versée au profit de l'employeur dont il relève.

La convention peut prévoir l'utilisation successive de plusieurs des modalités ci-dessus énumérées au cours d'une même période de délégation.

III. Dans le cas d'une délégation auprès d'une entreprise ou d'un organisme privé, le recours à la modalité prévue au d du II ci-dessus est obligatoire au-delà des six premiers mois.

Section 2 **Détachement**

Article 19

Les membres des corps régis par le présent décret peuvent être détachés pour une période maximale de cinq ans, renouvelable par période de cinq années au maximum.

Ils peuvent être détachés dans des entreprises, des organismes privés ou des groupements d'intérêt public pour y exercer des fonctions de formation, de recherche et de valorisation de la recherche.

Le détachement est prononcé par arrêté du ministre chargé de l'architecture après consultation du conseil pédagogique et scientifique, siégeant en formation restreinte.

Le détachement auprès d'une entreprise ou de tout autre organisme de droit privé ne peut être prononcé que si l'intéressé n'a pas eu, au cours des cinq années précédentes, soit à exercer la surveillance ou le contrôle de cette entreprise ou organisme d'accueil, soit à participer à l'élaboration ou à la passation de marchés avec l'un ou l'autre.

Article 20

Jusqu'à expiration de la première période de détachement, l'enseignant-chercheur ne peut être remplacé dans son emploi qu'à titre temporaire par des enseignants associés ou invités, par des fonctionnaires détachés de leur corps d'origine, par des personnes mises à la disposition de l'établissement, par des personnes rémunérées sous la forme d'heures complémentaires, ou par des agents contractuels dans les conditions prévues par la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

L'enseignant-chercheur détaché peut être remplacé dans son emploi par un enseignant titulaire lorsqu'un emploi de même grade et de même spécialité doit devenir vacant dans son établissement d'origine dans un délai maximal de deux ans par suite d'une mise à la retraite pour limite d'âge. L'enseignant-chercheur détaché est de droit réintégré dans l'emploi ainsi libéré.

Article 21

La réintégration d'un enseignant-chercheur dans son corps d'origine à l'issue de son détachement est prononcée par le ministre chargé de l'architecture dans les conditions déterminées ci-après.

L'enseignant-chercheur placé en position de détachement et qui n'a pas été remplacé dans son emploi est réintégré dans ce dernier à l'expiration de la période de détachement.

L'enseignant-chercheur qui a été remplacé dans son emploi est réintégré dans son établissement

d'origine ou dans un autre établissement à la première vacance intervenant dans son grade et dans sa discipline, sous réserve des dispositions de l'article 24 du décret du 16 septembre 1985 susvisé.

En attendant cette réintégration, l'intéressé est placé en congé de disponibilité dans les conditions prévues aux articles 42 et 43 du décret du 16 septembre 1985 susvisé.

Section 3 **Congé pour études et recherche.**

Article 22

Les enseignants-chercheurs régis par le présent décret peuvent bénéficier au cours de leur carrière d'un ou plusieurs congés pour études et recherche d'une durée de six mois ou d'un an, sous réserve d'avoir exercé en position d'activité, pendant les six années précédentes, dans une école d'architecture.

Les intéressés conservent la rémunération correspondant à leur grade. Par dérogation à la réglementation sur le cumul d'activités applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires de droit public, les enseignants-chercheurs bénéficiant d'un congé pour études et recherche ne peuvent cumuler leur rémunération avec une rémunération publique ou privée.

Les congés pour études et recherche sont accordés par arrêté du ministre chargé de l'architecture. Cette décision est prise au vu des projets présentés par les candidats, après avis du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture dans les conditions déterminées par arrêté du ministre chargé de l'architecture.

Le bénéficiaire d'un congé pour études et recherche demeure en position d'activité. À l'issue du congé, l'intéressé adresse au président ou directeur de son établissement et au Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture un rapport sur ses activités pendant cette période.

Le congé pour études et recherche accordé pour six mois peut, à titre exceptionnel, être porté à douze mois, après avis favorable du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Une nouvelle demande de congé pour études et recherche peut intervenir à l'échéance de 6 années à l'issue du congé.

Les bénéficiaires de ce congé ne peuvent être remplacés qu'à titre temporaire.

Section 4 **Mutations**

Article 23

Les enseignants-chercheurs régis par le présent décret peuvent demander leur mutation dans une autre école d'architecture où un emploi a été déclaré vacant.

Cette mutation s'effectue conformément à la procédure définie à l'article 30.

La mutation est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'architecture.

Section 5 Discipline

Article 24

Le pouvoir disciplinaire à l'égard des membres des corps régis par le présent décret s'exerce dans les conditions prévues par le décret du 25 octobre 1984 susvisé.

Le conseil pédagogique et scientifique de l'établissement réuni en formation restreinte est saisi en première instance et le conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture est saisi en appel dans les conditions prévues par décret du ministre chargé de l'architecture.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MAÎTRES DE CONFÉRENCES

Article 25

Les maîtres de conférences des écoles d'architecture constituent un corps classé dans la catégorie A prévue à l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

Ce corps comprend des maîtres de conférences de classe exceptionnelle, des maîtres de conférences de 1^{ère} classe et des maîtres de conférences de 2^e classe.

La classe de maître de conférences de classe exceptionnelle comprend six échelons. L'effectif de cette classe ne peut être supérieur à 8 p. 100 de l'effectif total du corps des maîtres de conférences.

La classe de maître de conférences de 1^{re} classe comprend six échelons.

La classe de maître de conférences de 2^e classe comprend cinq échelons.

CHAPITRE I RECRUTEMENT

Article 26

Les maîtres de conférence sont recrutés par concours ouverts par établissement, en vue de pourvoir un ou plusieurs emplois d'une même discipline vacants dans un ou plusieurs établissements.

Pour pouvoir se présenter au concours, les candidats doivent être inscrits, au préalable, sur une liste de qualification aux fonctions de maître de conférences des écoles d'architecture établie par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Article 27

Pour solliciter l'inscription sur la liste de qualification, les candidats doivent remplir l'une des conditions suivantes :

1° Être titulaire, à la date de clôture des inscriptions, du doctorat ou de l'habilitation à diriger des recherches. Les titulaires de diplômes d'enseignement supérieur, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession du doctorat par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture. La dispense revêt un caractère exceptionnel ;

2° Justifier, au 1^{er} janvier de l'année du concours, d'au moins quatre ans d'activité professionnelle effective dans les domaines relevant de l'architecture dans les huit ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités mentionnées au III de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ou à l'article 2 du décret du 2 mai 2007 ;

3° Être enseignant associé ou occuper un emploi d'enseignant non titulaire et justifier, au 1^{er} janvier de l'année du concours, d'au moins quatre années de service au cours des huit années qui précèdent à une quotité de temps de travail au moins égale à 50 % du temps de service de référence des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture ;

4° Être détaché dans le corps des maîtres de conférences ;

5° Appartenir à un corps de fonctionnaires relevant du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé assimilé au corps des maîtres de conférence des écoles nationales supérieures d'architecture par arrêté.

Article 28

Les demandes d'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maîtres de conférence sont examinées par la section compétente du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Après avoir examiné les candidatures, la section compétente arrête, par ordre alphabétique, la liste de qualification aux fonctions de maîtres de conférence. Cette dernière est rendue publique.

Le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture communique par écrit à chaque candidat qui en fait la demande les motifs pour lesquels il n'a pas été qualifié.

La qualification cesse d'être valable à l'expiration d'une période de quatre années à compter du 31 décembre de l'année d'inscription sur la liste de qualification.

Article 29

Les candidats inscrits sur la liste de qualification peuvent se présenter aux concours de maîtres de conférences des écoles d'architecture. Des comités de sélection sont constitués à cet effet dans les conditions prévues à l'article 31.

Les conditions de recevabilité aux concours, la procédure et le nombre maximal d'emplois offerts dans chaque discipline sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'architecture.

Les caractéristiques de chaque emploi à pourvoir sont déterminées par les établissements et font l'objet d'une publicité.

Article 30

Le comité de sélection constitue le jury de recrutement des maîtres de conférence. À cet effet, il examine les candidatures des personnes, dont la qualification a été reconnue par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture, à un emploi de maître de conférences créé ou déclaré vacant.

Le comité de sélection est également compétent pour examiner les dossiers des maîtres de conférence postulant à la nomination dans un emploi, créé ou déclaré vacant, par mutation ainsi que les dossiers des candidats à cette nomination par détachement.

Article 31

Le comité de sélection est créé par délibération du conseil pédagogique et scientifique de l'établissement siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs.

Cette délibération précise le nombre des membres du comité, compris entre huit et vingt, le nombre de ceux choisis hors de l'établissement, qui ne peut pas être inférieur à la moitié des membres, ainsi que le nombre de ceux choisis parmi les membres de la discipline ou des disciplines concernées par le recrutement. Le comité est composé d'enseignants-chercheurs et de personnels assimilés, dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'architecture, d'un rang au moins égal à celui postulé par l'intéressé. Ils sont choisis en raison de leurs compétences, en majorité parmi les spécialistes de la discipline ou des disciplines concernées.

La composition du comité concourt à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

Article 32

Le comité de sélection siège valablement si au moins la moitié des membres présents sont extérieurs à l'établissement.

Sont considérés comme membres extérieurs à l'établissement les enseignants-chercheurs et personnels assimilés qui n'ont pas la qualité d'électeur pour les élections au conseil d'administration de l'établissement dans lequel l'emploi est à pourvoir.

Peuvent être choisis pour siéger dans les comités de sélection des universitaires et des chercheurs appartenant à des institutions étrangères, d'un rang au moins égal à celui auquel postulent les candidats.

Les membres du comité de sélection sont nommés par le directeur de l'établissement sur proposition du conseil pédagogique et scientifique siégeant en formation restreinte.

Un comité de sélection commun à plusieurs écoles d'architecture peut être mis en place.

Un arrêté du ministre chargé de l'architecture précise les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités de sélection.

-

Article 33

Le recrutement des maîtres de conférence est assuré, pour 70 % des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, par une première catégorie de concours et, pour 30 % des emplois mis aux concours dans l'ensemble des disciplines, par une deuxième catégorie de concours :

1° La première catégorie de concours est ouverte aux candidats inscrits sur la liste de qualification au regard des conditions mentionnées au 1° de l'article 27.

Les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession du doctorat par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

2° La deuxième catégorie de concours est ouverte aux candidats inscrits sur une liste de qualification qui remplissent l'une des conditions mentionnées aux 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 27.

Article 34

Les maîtres de conférences de 2e classe sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'architecture en qualité de stagiaire pour une durée d'un an.

Pendant la durée du stage, les personnes nommées en qualité de maître de conférences stagiaire sont classées au 1er échelon de la 2e classe du corps des maîtres de conférences.

Celles qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire civil sont placées par leur administration en position de détachement pendant la durée de ce stage. Elles conservent, pendant cette période, leur traitement antérieur si celui-ci est supérieur à celui afférent au 1er échelon de la 2e classe du corps des maîtres de conférences des écoles d'architecture, dans la limite du traitement auquel elles peuvent prétendre au moment de leur titularisation.

Celles qui avaient la qualité d'agent non titulaire peuvent choisir entre le traitement indiciaire correspondant à leur situation antérieure et le traitement de maîtres de conférences stagiaire, dans la limite du traitement auquel elles peuvent prétendre lors de leur titularisation.

Les enseignants associés qui ont satisfait aux épreuves du concours pour le recrutement des maîtres de conférences sont dispensés de stage.

À l'issue de la période de stage, les maîtres de conférences sont soit nommés et titularisés, soit maintenus en qualité de stagiaire pour une durée d'un an non renouvelable, soit réintégrés dans leur corps, cadre d'emploi ou emploi d'origine, soit licenciés, après avis du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture, par arrêté du ministre chargé de l'architecture.

Lors de la titularisation, la durée du stage, déduction faite, s'il y a lieu, de la période de prolongation, est prise en compte pour l'avancement d'échelon.

Article 35

Les candidats ne possédant pas la nationalité française peuvent se présenter aux concours de recrutement de maître de conférence dans les conditions prévues au présent chapitre.

Article 36

Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 5212-2 du code du travail peuvent, en application de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisé, être recrutés en qualité d'agent contractuels lorsque leur handicap a été jugé compatible avec l'emploi postulé.

Les candidats doivent justifier des diplômes ou du niveau d'études mentionnés au 1° de l'article 27 et être inscrits sur une liste de qualification aux fonctions de maîtres de conférences ; ils sont sélectionnés par le comité de sélection selon la procédure mentionnée à l'article 30.

Les candidats retenus sont recrutés par un contrat d'une durée égale à celle du stage mentionné à l'article 34, conclu par le président ou le directeur de l'établissement. À l'issue de cette période, les intéressés sont titularisés sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'aptitude pour

l'exercice de la fonction.

Le II de l'article 1er, les articles 5, 6, 7-1, 7-2, le dernier alinéa de l'article 9 et l'article 9-1 du décret du 25 août 1995 susvisé leur sont applicables.

CHAPITRE II AVANCEMENT

Article 37

Les maîtres de conférences des écoles d'architecture ne sont pas soumis à notation.

Article 38

L'avancement des maîtres de conférences des écoles d'architecture comprend l'avancement d'échelon et l'avancement de classe qui ne donnent pas lieu à l'établissement de tableaux d'avancement.

Article 39

L'avancement d'échelon a lieu à l'ancienneté. Il est prononcé par arrêté du ministre chargé de l'architecture. L'ancienneté requise pour accéder aux divers échelons de chaque classe est fixée ainsi qu'il suit :

CLASSES ET AVANCEMENT	ANCIENNETÉ REQUISE
d'échelons	pour l'accès à l'échelon supérieur
Classe exceptionnelle	
5e échelon	3 ans
4e échelon	3 ans
3e échelon	3 ans
2e échelon	3 ans
1er échelon	3 ans
1re classe	
5e échelon	2 ans 10 mois
4e échelon	2 ans 10 mois
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans
2e classe	
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans

2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an

Article 40

L'avancement à la 1re classe de maîtres de conférences a lieu, au choix, parmi les enseignants de 2e classe ayant atteint au moins le 3e échelon et justifiant de quatre années de services effectifs dans leur classe.

Un rapport d'évaluation du service de chaque maître de conférences susceptible de bénéficier d'une promotion est établi par le conseil pédagogique et scientifique de l'école siégeant en formation restreinte aux enseignant-chercheurs. Il est transmis au Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Au vu de des documents, le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture adresse au ministre chargé de l'architecture des propositions d'avancement.

Le ministre prononce les avancements par arrêté.

Les maîtres de conférences nommés à la 1re classe sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient antérieurement.

Ils conservent, dans la limite de la durée de service exigée pour l'accès à l'échelon supérieur dans leur nouvelle classe, l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédente classe, lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancienne classe.

Ceux qui avaient atteint l'échelon le plus élevé de leur ancienne classe conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle résultant d'une élévation audit échelon.

Article 41

L'avancement à la classe exceptionnelle de maître de conférences se fait au choix parmi les maîtres de conférences de 1re classe justifiant de huit années de services effectifs dans ce corps dont quatre années au moins dans la 1re classe de maître de conférences.

Cet avancement se fait selon la procédure prévue à l'article 40.

Les maîtres de conférences nommés à la classe exceptionnelle de leur grade sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient antérieurement. Ils conservent, dans la limite de la durée de service exigée pour l'accès à l'échelon supérieur dans leur nouvelle classe, l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédente classe, lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancienne classe.

Ceux qui avaient atteint l'échelon le plus élevé de leur ancienne classe conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle résultant d'une élévation au dit échelon.

CHAPITRE III DÉTACHEMENT

Article 42

Peuvent être placés en position de détachement dans le corps des maîtres de conférences des écoles d'architecture, sous réserve qu'ils soient titulaires dans leur corps d'origine depuis trois ans au moins, les fonctionnaires appartenant à un corps de chercheurs relevant du décret du 30 décembre 1983 susvisé ou au corps des maîtres de conférences régis par le décret du 6 juin 1984 susvisé ou assimilés.

Le détachement est organisé dans les conditions prévues l'article 30. L'inscription sur la liste de qualification n'est pas requise.

Article 43

Le détachement s'effectue à équivalence de classe et à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont l'intéressé bénéficiait dans son corps d'origine.

Le fonctionnaire détaché conserve l'ancienneté d'échelon qu'il avait acquise et, le cas échéant, le bénéfice à titre personnel de son indice antérieur.

Le fonctionnaire détaché concourt pour les avancements de classe et d'échelon dans le corps des maîtres conférences avec l'ensemble des fonctionnaires de ce corps.

Le nombre de fonctionnaires placés en position de détachement dans le corps des maîtres de conférences ne peut excéder le quart de l'effectif budgétaire du corps.

Article 44

Les fonctionnaires placés en position de détachement dans le corps des maîtres de conférences peuvent, sur leur demande y être intégrés à l'issue d'un délai de deux ans à condition d'être inscrits sur la liste de qualification.

L'intégration est prononcée par le ministre chargé de l'architecture, sur proposition du conseil pédagogique et scientifique de l'établissement siégeant en formation restreinte.

TITRE III
DISPOSITIONS RELATIVES AU CORPS DES PROFESSEURS DES ÉCOLES
D'ARCHITECTURE

Article 45

Les professeurs des écoles d'architecture constituent un corps classé dans la catégorie A prévue à l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

Ce corps comprend deux classes et une classe exceptionnelle.

La classe exceptionnelle comprend un échelon unique et son effectif ne peut être supérieur à 10 p. 100 de l'effectif total du corps.

La 1^{re} classe du corps des professeurs des écoles d'architecture comprend trois échelons.

La 2^e classe comprend six échelons.

CHAPITRE I
RECRUTEMENT

Article 46

Les professeurs des écoles d'architecture sont recrutés par concours ouverts par établissement en vue de pourvoir un ou plusieurs emplois d'une même discipline vacants dans un ou plusieurs établissements.

Pour pouvoir se présenter au concours, les candidats doivent être inscrits, au préalable, sur une liste de qualification aux fonctions de professeurs des écoles d'architecture établie par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Article 47

Pour solliciter l'inscription sur la liste de qualification et être admis à concourir les candidats doivent remplir l'une des conditions suivantes :

1° Être titulaire de l'habilitation à diriger des recherches.

Les titulaires de diplômes d'enseignement supérieur, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture ;

2° Justifier, au 1^{er} janvier de l'année du concours, d'au moins huit ans d'activité professionnelle dans les domaines de l'architecture effective dans les dix ans qui précèdent. Ne sont pas prises en compte les activités mentionnées au III de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ou à l'article 2 du décret du 2 mai 2007 ;

3° Être enseignant associé et au 1^{er} janvier de l'année du concours, d'au moins quatre années de service au cours des huit années qui précèdent à une quotité de temps de travail au moins égale à 50 % du temps de service de référence des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture ;

4° Être détaché dans le corps des professeurs des écoles d'architecture ;

5° Appartenir à un corps de fonctionnaires relevant du décret n°838-1260 du 30 décembre 1983 susvisé assimilé au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'architecture ;

6° Appartenir au corps des maîtres de conférence ayant accompli, au 1^{er} janvier de l'année du concours, huit années de services dans l'enseignement supérieur de l'architecture.

Article 48

Les demandes d'inscription au concours sur la liste de qualification aux fonctions de professeurs des écoles d'architecture se font dans les conditions mentionnées à l'article 28.

La liste de qualification cesse d'être valable à l'expiration d'une période de quatre années à compter du 31 décembre de l'année d'inscription sur la liste de qualification.

Article 49

Les candidats inscrits sur la liste de qualification peuvent se présenter aux concours de professeurs des écoles d'architecture. Des comités de sélection sont créés à cet effet dans les conditions prévues à l'article 31.

Les articles 26 à 30 sont applicables pour le recrutement des professeurs des écoles d'architecture.

Un arrêté du ministre chargé de l'architecture détermine les corps de fonctionnaires relevant du décret n°838-1260 du 30 décembre 1983 susvisé assimilés au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

Article 50

Le recrutement des professeurs est assuré pour 70 % des emplois mis en concours dans l'ensemble des disciplines par une première catégorie de concours et, pour 30 % des emplois mis en concours par une deuxième catégorie de concours

1° La première catégorie de concours est ouverte aux candidats mentionnés aux 1° de l'article 47. Les candidats exerçant une fonction d'enseignant-chercheur, d'un niveau équivalent à celui de l'emploi à pourvoir, dans un établissement d'enseignement supérieur d'un État autre que la France, titulaires de diplômes universitaires, qualifications et titres de niveau équivalent peuvent être dispensés de la possession de l'habilitation à diriger des recherches par le Conseil national des écoles d'architecture.

2° La deuxième catégorie de concours est ouverte aux candidats qualifiés qui remplissent l'une des conditions mentionnées aux 2°, 3°, 4°, 5° et 6° de l'article 47.

Article 51

Les professeurs des écoles d'architecture sont nommés par décret du Premier ministre sur le rapport du ministre chargé de l'architecture.

Les professeurs des écoles d'architecture de 2e classe recrutés par concours sont nommés en qualité de stagiaire pour une durée d'un an.

Pendant la durée du stage, les personnes nommées en qualité de professeur stagiaire sont classées au premier échelon de la deuxième classe du corps des professeurs.

Celles qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire civil sont placées par leur administration en position de détachement pendant la durée de ce stage. Elles conservent, pendant cette période, leur traitement antérieur si celui-ci est supérieur à celui afférent au 1er échelon de la 2e classe du corps des professeurs, dans la limite de celui auquel elles peuvent prétendre au moment de leur titularisation.

Celles qui avaient la qualité d'agent non titulaire peuvent choisir entre le traitement indiciaire correspondant à leur situation antérieure et le traitement de professeurs stagiaires, dans la limite du traitement auquel elles peuvent prétendre lors de leur titularisation.

Les professeurs qui, antérieurement à leur nomination, appartenaient au corps des maîtres de conférences des écoles d'architecture sont dispensés de stage. Il en est de même pour les enseignants associés qui ont satisfait aux épreuves des concours prévus à l'article 51.

À l'issue de la période de stage, les professeurs de 2e classe sont soit titularisés, soit maintenus en qualité de stagiaire pour une période d'un an non renouvelable, soit réintégrés dans leur corps, cadre d'emploi ou emploi d'origine, soit licenciés par décret pris après avis du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Lors de la titularisation, la durée du stage, déduction faite, s'il y a lieu, de la période de prolongation, est prise en compte pour l'avancement d'échelon.

Article 52

Les candidats ne possédant pas la nationalité française peuvent se présenter aux concours de recrutement de maître de conférence dans les conditions prévues au présent chapitre.

Article 53

les bénéficiaires de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 5212-2 du code du travail peuvent être recrutés en tant que professeurs dans les conditions prévues à l'article 36.

CHAPITRE II AVANCEMENT

Article 54

Les professeurs des écoles d'architecture ne sont pas soumis à notation.

Article 55

L'avancement des professeurs des écoles d'architecture comprend l'avancement d'échelon et l'avancement de classe qui ne donnent pas lieu à l'établissement de tableaux d'avancement.

Article 56

L'avancement d'échelon dans la 1re et la 2e classe du corps des professeurs a lieu à l'ancienneté. Il est prononcé par arrêté du ministre chargé de l'architecture. L'ancienneté requise pour accéder aux divers échelons de ces deux classes est fixée ainsi qu'il suit :

CLASSES ET AVANCEMENT d'échelons	ANCIENNETÉ REQUISE pour l'accès à l'échelon supérieur
Classe exceptionnelle	-
Échelon unique	-
1re classe	
2e échelon	3 ans
1er échelon	3 ans
2e classe	
5e échelon	3 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an

Article 57

L'avancement des professeurs de la 2e à la 1re classe a lieu au choix, dans la limite des emplois vacants de professeurs de 1re classe, parmi les professeurs de 2e classe ayant atteint le 4e échelon de leur classe, selon les modalités prévues pour les maîtres de conférences.

L'avancement de la 1re classe à la classe exceptionnelle se fait au choix parmi les professeurs de 1re classe ayant une ancienneté de trois ans au moins dans cette classe et selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

Article 58 **Éméritat**

Les professeurs des écoles d'architecture admis à la retraite peuvent recevoir le titre de professeur émérite pour une durée déterminée à la demande du conseil pédagogique et scientifique réuni en formation restreinte aux enseignants-chercheurs. Le ministre chargé de l'architecture délivre par arrêté l'éméritat après avis du conseil national des enseignants-chercheurs des écoles d'architecture.

Les professeurs émérites peuvent continuer à apporter un concours, à titre accessoire et gracieux aux missions prévues à l'article 2 et notamment peuvent diriger des séminaires, des thèses et participer à des jurys de thèse ou d'habilitation.

CHAPITRE III **DÉTACHEMENT**

Article 59

Peuvent être placés en position de détachement dans le corps des professeurs des écoles d'architecture les fonctionnaires appartenant à des corps de professeurs de l'enseignement supérieur régis par le décret du 6 juin 1984 susvisé ou assimilés, ou aux corps des directeurs de recherche relevant du décret du 30 décembre 1983 susvisé.

Le détachement est organisé dans les conditions prévues à l'article 30. L'inscription sur la liste de qualification n'est pas requise.

Article 60

Le détachement s'effectue à équivalence de classe et à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont l'intéressé bénéficiait dans son corps d'origine.

Le fonctionnaire détaché conserve l'ancienneté d'échelon qu'il avait acquise et, le cas échéant, le bénéficie à titre personnel de son indice antérieur.

Le fonctionnaire détaché concourt pour les avancements de classe et d'échelon dans le corps des

professeurs avec l'ensemble des fonctionnaires de ce corps.

Le nombre de fonctionnaires placés en position de détachement dans le corps des professeurs ne peut excéder le quart de l'effectif budgétaire du corps.

Article 61

Les fonctionnaires placés en position de détachement en qualité de professeur peuvent solliciter leur intégration dans ce corps à l'issue d'un délai de deux ans à condition d'être inscrits sur la liste de qualification.

L'intégration est prononcée dans les formes prévues au premier alinéa de l'article 51, après avis du conseil pédagogique et scientifique siégeant en formation restreinte.

TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES

Article 62

Une prime d'administration est attribuée aux enseignants-chercheurs exerçant les fonctions de directeur d'école nationale supérieure d'architecture dans les conditions prévues par décret.

Article 63

Des heures complémentaires peuvent être versées aux enseignants-chercheurs dans les conditions prévues par décret.

TITRE V DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 64

Les maîtres-assistants et les professeurs des écoles d'architecture régis par le décret du 1^{er} avril 1994 susvisé sont intégrés dans le corps des maîtres de conférence et de professeurs des écoles nationales d'architecture régi par le présent décret.

Ils sont reclassés à un indice égal ou immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans l'ancien corps avec maintien de l'ancienneté acquise dans ce corps.

Article 65

Les maîtres-assistants et les professeurs des écoles d'architecture en cours de stage à la date de publication du présent décret sont requalifiés en maîtres de conférence stagiaires et professeurs stagiaires jusqu'au terme de leur stage.

À leur titularisation, ils intègrent le corps des maîtres de conférence et de professeurs des écoles nationales d'architecture.

Article 66

Les agents en détachement dans le corps des maîtres-assistants et de professeurs des écoles à la date de publication du présent décret qui souhaitent intégrer le corps des maîtres de conférences ou le corps des professeurs des écoles nationales d'architecture doivent s'inscrire sur la liste de qualification mentionnée aux articles 28 et 48.

Lorsque les agents ne font pas de demande d'intégration, il est mis fin à leur détachement et ces derniers sont réintégrés dans leur corps d'origine.

Article 67

À titre transitoire, et pour une période de cinq ans à compter de la date d'effet du présent décret, la proportion des emplois ouverts aux concours prévus aux articles 34 et 51 est fixée à 50 % pour la première catégorie de concours et 50 % pour la deuxième catégorie de concours.

Article 68

Le décret n°94-262 du 1er avril 1994 relatif au statut des professeurs et des maîtres-assistants des écoles d'architecture est abrogé.

Article 69

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et la ministre de la culture et de la communication, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Par le Premier ministre :

La ministre de la culture et de la communication
[Prénom NOM]

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur
et de la recherche
[Prénom NOM]

Le ministre des finances et des comptes publics,
[Prénom NOM]

La ministre de la décentralisation et de la fonction publique,
[Prénom NOM]